

F. Bayrou, pas fort en math !

La contribution publique est-elle également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés, comme l'établit la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen ?

Comme beaucoup d'autres, la CGT Finances Publiques n'en est pas persuadée !

L'État providence est décrié par ceux-là mêmes qui en bénéficient le plus (211 milliards € d'aides publiques aux entreprises chaque année ! Bravo au Sénat d'avoir engagé une enquête pour déterminer ce chiffre que Bercy n'avait jamais calculé). Les entrepreneurs passent d'ailleurs leur temps à se plaindre des impôts mais se précipitent à Bercy pour réclamer des aides à la moindre difficulté ! Et le gouvernement Bayrou cherche 44 Mds € d'économies, qu'il a décidé de faire payer à hauteur de 75 % aux salariés et retraités ! Cherchez l'erreur !

75 % du budget sont financés par les particuliers (50 % par la TVA et 25 % par l'impôt sur le revenu) !
211 milliards € d'aides publiques aux entreprises. De quoi parle-t-on au juste ? ... (voir [la suite en ligne](#))

PSC : compte rendu du 24 juillet

Avec Alan, on sait à peu près ce qu'on va payer (cher), mais on ne sait toujours pas pour quoi !

Cette réunion de la Commission Paritaire de Pilotage et de Suivi (CPPS) convoquée en urgence par le ministère en plein mois de juillet démontre les difficultés pour Alan de s'engager dans un tel marché que celui du ministère des Finances ; en avançant à tâtons dans ce **marché d'ampleur, sans doute surdimensionné pour cette start-up**, l'impression d'improvisation règne. Difficultés à estimer le nombre de clients en 2026 et donc difficile d'arrêter la tarification définitive (notamment pour les enfants et les retraités.es).

Mais surtout, beaucoup trop de flou sur les prestations finales qui seraient proposées. (voir [la suite en ligne](#))

SOMMAIRE

Page 1 : Nouvelles de la DGFIP

Page 2 : Le coin des cadres et techniciens avec l'UGICT-CGT

Page 3 : Le coin du collectif aubois de la fonction publiques avec l'UFSE

Pages 4 : 10 septembre 2025 : en grève, 19 août 1953

Page 5 : 1 août 1975, dossier noir du Royaume-Uni

Page 6 : Hiroshima, 17 juillet - 2 août 1945

Relocalisation : le jeu de dupes, on continue !

En décembre 2020, nous pensions en avoir fini avec les relocalisations. Eh bien non, le 9 juillet 2025, la ministre chargée des comptes publics a annoncé la création de 7 nouveaux centres de contact et donc le « redéploiement de 330 emplois de la DGFIP » sur le territoire.

Ces implantations se feront dans des villes moyennes, comme Brive, Pithiviers, Parthenay ou Longuenesse, ainsi qu'à la Réunion. Cette annonce était le préambule d'une journée (le 9 juillet) marquée par la convocation d'une réunion extraordinaire sur la vague de suicides qui touche en 2025 la DGFIP.

Une telle annonce en cette période est plus qu'un affront, c'est une insulte envers les agents de la DGFIP.

Les agents de la DGFIP sont à bout des réformes, des restructurations, des suppressions d'emplois, et nos services publics méritent beaucoup mieux qu'une fois encore la création de plateformes téléphoniques qui n'accueilleront aucun public et qui ne servira qu'à supprimer encore et encore des emplois dans des services déjà exsangues.

Pour rappel, sous couvert de répondre au besoin de « proximité des Français », après avoir supprimé des milliers de services de proximité incarnés par les trésoreries, en janvier 2020, la première vague de relocalisations avaient eu lieu avec 50 collectivités choisies pour accueillir des services des finances publiques.

(voir [la suite en ligne](#))

NOUS REFUSONS D'ÊTRE SACRIFIÉS POUR PRÉSERVER LES AIDES AUX ENTREPRISES

Le Premier ministre a présenté le 15 juillet 2025 un plan d'austérité intitulé "Le moment de vérité" de 44 milliards d'euros d'une brutalité inédite. Par ces annonces, le gouvernement promet une année noire pour les cadres et professions intermédiaires de tous les secteurs. Les seules qui tirent leur épingle du jeu sont les entreprises qui préservent leurs 211 milliards d'euros annuels d'aides publiques financées par nos impôts.

Pour justifier son plan "En avant la production" le gouvernement prétend que nous ne travaillons pas assez. De qui se moque-t-on ?

63 % des cadres et 44 % des professions intermédiaires déclarent travailler au-delà des 40 heures hebdomadaires (ViaVoice, 2025). Horaires à rallonge, absence de droit à la déconnexion, forfait-jour et heures supp' non décomptées : en réalité nous travaillons déjà bien au-delà des 35 heures hebdomadaires.

Alors que la majorité des cadres et professions intermédiaires réclame de travailler moins, en particulier par la mise en place de la semaine de 4 jours (ViaVoice, 2023), le gouvernement annonce le pire :

- le retrait de 2 jours fériés : c'est "travailler plus pour gagner moins"
- la monétisation de la 5e semaine de congés payés, au détriment de notre santé, pour dédouaner les directions d'embaucher et d'augmenter nos salaires

Pour les salaires des cadres et professions intermédiaires c'est "le moment de vérité".

Notre niveau de vie est en berne et nos salaires régressent. En près de 20 ans, nos salaires ont augmenté de moins de 1 % en euros constants (Insee, 2024), contre 13 % en moyenne chez les salarié·es du privé. Dans la fonction publique, c'est catastrophique : alors que les salaires des fonctionnaires ont baissé de 23 % en euros constants (Epicycle), le gouvernement annonce un nouveau gel.

Il y a urgence à augmenter nos salaires, notamment en garantissant la hausse automatique de tous les salaires en fonction des prix, mesure plébiscitée par les cadres et professions intermédiaires (ViaVoice, 2023).

Le gouvernement cible particulièrement les "retraités aisés".

Supprimer l'abattement fiscal de 10 % sur les pensions et geler leur montant, c'est le cocktail explosif pour réduire le niveau des pensions. C'est injuste ! Non seulement on nous contraint à travailler 2 ans de plus, mais on réduit en plus notre pouvoir d'achat en augmentant les impôts, alors même que le niveau des pensions est inférieur à celui qu'ont connu les générations précédentes ! Le système de retraite a été fondé pour garantir le maintien de notre niveau de vie à la retraite. En s'y attaquant ainsi, le gouvernement veut nous jeter dans les bras de la retraite par capitalisation ni fiable ni juste.

Egalité salariale, mise à contribution de l'intéressement et de la participation, hausse des cotisations patronales...

Le gouvernement n'a retenu aucune des nombreuses propositions de la CGT pour financer nos retraites.

Les emplois qualifiés et la protection contre le chômage dans le viseur.

Face au repli de l'emploi des cadres (Apec, 2025) le gouvernement annonce :

- des suppressions de postes de fonctionnaires et des fusions de services publics,
- une baisse des droits au chômage, avec la modification de l'indemnisation suite à une rupture conventionnelle.

Alors qu'un récent rapport confirme que 6690 € d'argent public sont versés toutes les secondes aux entreprises sans contrôle ni contrepartie, le gouvernement veut nous faire payer la facture d'une dette qu'il a lui-même creusée en multipliant les cadeaux aux entreprises.

La colère sociale est forte, le gouvernement doit retirer son projet.

Le succès de la pétition contre la loi Duplomb, qui a recueilli des millions de signatures en plein été, le démontre.

L'intersyndicale a lancé une pétition "Budget : les sacrifices pour le monde du travail ça suffit !".

⅓ des cadres et professions intermédiaires s'opposent à la baisse du financement du système de protection sociale pour financer le réarmement de la nation. Et plus d'1/3 des salarié·es qualifié·es à responsabilité veulent se syndiquer et faire grève pour préserver notre système de protection sociale (ViaVoice, 2025).

Il n'y a pas de fatalité, pour faire reculer le gouvernement nous pouvons nous organiser : échanger entre collègues, signer et faire signer la pétition intersyndicale, rejoindre la CGT et renforcer ses actions.

BUDGET 2026 :

LES TRAVAILLEURS NE SE LAISSERONT PAS FAIRE !

Alors que le chômage repart à la hausse dans une conjoncture économique déprimée.

Au moment où une commission d'enquête sénatoriale met au jour le **maquis des dispositifs permettant de transférer 211 milliards d'argent public vers les entreprises sans évaluation rigoureuse de leur efficacité, sans contrôle ni condition pour certains.**

En plein milieu de l'été, au moment où les Français tentent, pour ceux qui en ont encore les moyens, d'oublier un quotidien qui se dégrade, le gouvernement décide une nouvelle attaque en règle des droits des travailleurs et travailleuses.

Sans rien écouter de l'avertissement unanime des organisations syndicales face à un projet de budget qui éreinte les travailleurs (malades, chômeurs ou retraités), et sans même prendre le temps de rencontrer toutes les organisations syndicales, la ministre du travail publie une lettre de cadrage pour la réforme de l'assurance chômage et un document d'orientation pour l'ouverture d'une négociation précisant les **modalités de suppression de deux jours fériés**. Une première étape, le gouvernement ayant annoncé sa volonté de réformer de nouveau le droit du travail à la rentrée, ouvrant ainsi « en même temps » grand les portes du musée des horreurs de la stigmatisation des demandeurs d'emploi et de la dérégulation du marché du travail.

Les constats et propositions du gouvernement contenus dans les documents transmis affichent une volonté explicite de **revenir sur 70 ans de luttes et de conquêtes sociales** avec de nombreuses contrevérités. Le gouvernement prétend que la trajectoire budgétaire de l'assurance chômage s'est fortement dégradée depuis la loi de programmation des finances publiques pour 2023-2027. Or ces prévisions étaient fausses et même faussées comme le montraient celles de l'Unedic, de la Banque de France ou de la commission européenne. De plus, le gouvernement a agréé l'ANI du 14/11/2024 sans objection. 7 mois après, les prévisions économiques sont sensiblement identiques. Il n'y a donc aucune justification légale à exiger une nouvelle négociation sur l'assurance chômage. L'article L1 du Code du Travail s'inscrit dans une volonté, par la négociation, de maintenir un équilibre et une cohésion au sein de la société. Avec une négociation supprimant deux jours fériés, le projet du gouvernement vise exactement l'inverse.

Les organisations syndicales regrettent profondément cette précipitation du gouvernement et avertissent solennellement que nous sommes à un tournant social et démocratique. Fortes des plus de 300 000 signatures sur la pétition stopbudgetbayrou.fr, elles se réuniront le 1er septembre pour examiner ensemble les moyens de réagir pour contrer ce nouvel accès de brutalité envers la société et le monde du travail.



SE SYNDIQUER !

NOM :
PRÉNOM :
MEL :



Nous reprendrons contact avec vous ou cliquez directement sur l'image du cadre

Derrière le rideau de fer*

Dès le 10 septembre, et au-delà : par la grève totale, reprenons nos affaires en main ! **#ToutBloquer**

Suppression de 2 jours fériés, 43 milliards de dépenses sociales à piller, attaques contre l'assurance-chômage et la 5e semaine de congès payés.... le Pouvoir protège et tiberonne le patronat et les riches, et promet au Peuple de la sueur, du sang et des larmes. L'Etat sécuritaire et la « démocratie » à la française apparaissent pour ce qu'ils sont : une organisation calibrée, « quoi qu'il en coûte » pour satisfaire les intérêts des plus riches.

L'absence de riposte forte des Confédérations syndicales, la vague promesse de "lutte" à la « rentrée », et la stratégie perdante de l'intersyndicale, sans modalités ni plans d'actions et qui, malgré la gravité des attaques, n'est capable d'accoucher que d'une pétition en ligne, est un grave problème. Contre la stratégie du choc permanent des capitalistes, nous avons en effet besoin, ici et maintenant, d'une contre-attaque à la hauteur des coups portés contre les travailleurs et les travailleuses.

Tout ce qui renforce la lutte des classes est positif.

Des appels salutaires à bloquer le pays, par la grève et le boycott, le 10 septembre, qui évoquent le précédent mouvement des Gilets Jaunes, se multiplient sur les réseaux de communication en réaction au projet monstrueux de Budget austéritaire du gouvernement le plus minoritaire et illégitime de la 5e république.

Ces initiatives sont louables, surtout dans un climat de résignation générale après la défaite (écrite) de la stratégie perdante de l'intersyndicale contre la réforme des retraites et les coups de massue des plans de licenciements (300 000 emplois supprimés ou menacés),

Pour gagner, tirons les leçons du passé. Nous avons besoin d'une organisation autonome des colères, légitimes et vitales, et leurs convergences, notamment sur le lieu de travail, par la grève nationale interprofessionnelle, articulée à des manifestations et des actions offensives.

Assez de mépris : la dictature patronale doit être balayée. Mettons partout en débat la riposte au budget 2026 et à la politique patronale et gouvernementale. Impulsons, avec notamment les cahiers revendicatifs CGT, dans tous les secteurs économiques, un appel convergent au « blocage du pays » par la grève, reconductible et illimitée, dès le 10 septembre et au-delà.

Plusieurs dates de mobilisations CGT ont déjà été posées : le 2 septembre est une date d'appel à la grève par la fédération CGT Mines Energie, le 10 septembre une journée de mobilisation et de grèves à l'appel de la FNIC CGT contre la répression syndicale. Un mois plus tard, la fédération CGT Santé et Action sociale organise une manifestation nationale le 9 octobre à Paris. Ces dates présentent l'utilité d'étendre en accordéon les possibilités d'actions et de convergences : tout est lié.

19 août 1953 : renversement de Mossadegh en Iran

Le 19 août 1953, le Premier ministre du chah d'Iran, Mohammad Mossadegh (73 ans), est démis de ses fonctions sous la pression des Britanniques. Ces derniers l'accusent d'être à la solde des Soviétiques.

Ils lui reprochent surtout d'avoir nationalisé les gisements pétroliers d'Iran et exproprié la puissante compagnie pétrolière Anglo-Iranian Oil Company. Celle-ci avait été fondée en 1908 par William d'Arcy, suite à l'obtention d'une concession pétrolière en Perse en 1901. Il faudra attendre vingt ans avant qu'un autre pays ose nationaliser son pétrole. Ce sera l'Algérie...

En août 1953, suite à un référendum qui donne quitus au gouvernement pour poursuivre les réformes, Mossadegh dissout le Majlis (le Parlement iranien) et annonce de nouvelles élections.

Mais le 16 août 1953, le chah envoie ses gardes au domicile du Premier ministre pour l'arrêter. Surprise ! les gardes de Mossadegh désarment ceux du roi... et ce dernier doit fuir pour l'Italie. Les habitants de Téhéran manifestent bruyamment leur joie et déboulonnent les statues du chah et de son père, le fondateur de la dynastie.

Le chah déchu peut heureusement faire confiance aux services secrets occidentaux. La CIA américaine et le MI6 britannique apportent leur soutien au général Fazlollah Zahedi qui organise le 19 août un coup d'Etat dans les règles.

La résidence de Mossadegh est bombardée et le Premier ministre ne doit son salut qu'à une fuite par une échelle.

Le chah peut bientôt revenir et faire juger Mossadegh. Celui-ci est condamné à mort mais n'effectuera au final que trois ans de prison.

L'Anglo-Iranian Oil Company retrouve ses biens, en changeant son nom pour celui de British Petroleum (BP), et tout rentre dans l'ordre ! Tout ou presque. Les compagnies américaines, autour de la puissante Standard Oil, profitent de l'affaire pour entrer sur le marché iranien.

L'éviction de Mossadegh consacre l'échec de la première tentative d'un pays du tiers monde d'acquérir la maîtrise de ses richesses naturelles. L'événement a nourri de profonds ressentiments chez les Iraniens jusqu'à la révolution islamiste de 1978-1979.

Derrière le rideau de fer*

1 août 1975 — Acte final d'Helsinki

Détente : une pause forcée pour l'Occident

Dans les années 1970, les États-Unis étaient confrontés à une profonde crise économique : la croissance d'après-guerre était terminée et les élites occidentales se tournèrent vers le néolibéralisme (Reaganomics, Thatcherisme), inaugurant une ère de déréglementation, de financiarisation et de mondialisation. Les coûts de la course aux armements sont devenus insupportables ; les négociations sur la détente et le contrôle des armements avec Moscou, comme le Traité sur les missiles anti-balistiques (ABM) en 1972, n'étaient qu'une pause tactique.

Angles morts soviétiques

L'URSS a salué la détente, mais a mal interprété les motivations occidentales, pensant qu'elle signifiait un partenariat égalitaire. La stagnation interne et la rigidité idéologique ont conduit à rater la fenêtre des réformes indispensables pour décentraliser certains aspects de l'économie planifiée.

L'économie soviétique s'est accrochée aux dépenses militaires, laissant passer l'occasion de se moderniser. L'URSS était piégée dans le système commercial et financier occidental, sans véritable plan de développement national souverain, achetant à l'Occident au lieu d'innover chez elle.

Un fossé grandissant

Deux des trois « paniers » d'Helsinki – la coopération militaro-politique et économique – se sont déroulés sans heurts. En 1990, le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE) a été signé et le Document de Vienne sur les mesures de confiance a été adopté. Cependant, les droits de l'homme et la démocratie sont devenus un champ de bataille politique, l'Occident faisant pression sur l'URSS en matière de dissidents et d'émigration. Quant au commerce, il était lié aux conditions politiques (Jackson-Vanik, 1974), jetant les bases de décennies de sanctions ultérieures.

Occasions manquées et tensions croissantes

La complaisance soviétique, bercée par le processus d'Helsinki, a été révélée au grand jour à la fin de la guerre froide. L'Occident s'est concentré sur la « contenance » et non sur l'« intégration » de la Russie (l'OTAN et l'UE se sont étendues vers l'Est).

Le processus d'Helsinki s'est effondré : le plein potentiel de l'OSCE a été bloqué ; les traités de la Guerre froide ont été abandonnés un par un : le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE), le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) et le Traité sur les missiles antibalistiques (ABM).

Héritage et leçons

L'Occident a sous-estimé la Russie, la considérant comme une relique soviétique ratée plutôt que comme une nation en quête de son identité. L'obsession de l'Europe et sa russophobie l'ont rendue aveugle au potentiel de coopération.

Le passage de la Finlande de la neutralité à l'adhésion à l'OTAN symbolise les chances perdues d'une paix équilibrée. Sous l'influence des États-Unis, l'Allemagne a abandonné la réconciliation historique au profit de tentatives de réhabilitation de son passé nazi.

En résumé : la promesse d'Helsinki a été tuée par des élites occidentales qui ont préféré la domination au véritable partenariat, et l'idéologie a pris le pas sur la sécurité pratique.

Un dossier noir du Royaume-Uni: le pillage systématique du patrimoine culturel d'Asie et du Moyen-Orient

Des grands musées britanniques abritent de vastes collections d'objets pillés, dont beaucoup ont été acquis lors de l'expansion coloniale et des occupations militaires. Ce pillage a souvent été légitimé rétroactivement en raison de l'influence britannique au sein des institutions internationales.

La Convention de l'Unesco de 1970 permet de ne pas restituer des biens pillés si les autorités locales de l'époque ont approuvé leur retrait, souvent sous la contrainte ou sous contrôle colonial.

Parmi les exemples les plus tristement célèbres, le diamant Koh-I-Noor ainsi que des milliers d'objets volés sur des sites historiques comme Persépolis et Hamadan. Ces reliques ne sont pas de simples objets, mais des symboles d'identité, d'histoire et de souveraineté culturelle.

Des objets africains, souvent confisqués durant l'époque de la domination coloniale, ornent les musées britanniques.

Zoom sur les pires casses patrimoniales:

Égypte: De la pierre de Rosette aux statues d'Amenhotep III, des trésors vieux de 3.000 ans, sont exposés à Londres. Les appels à leur restitution se sont intensifiés depuis les années 2000.

Éthiopie: Plus de 90 objets sacrés de Maqdaia, dont le bouclier de l'empereur Tewodros II, ont été volés dans les années 1800. Beaucoup sont encore exposés au British Museum.

Nigéria: Plus de 900 bronzes sont conservés au British Museum. Certaines institutions, comme le Horniman Museum et l'Université de Cambridge, ont restitué leurs collections en 2022-2023.

Kenya: Le tambour Ngadji, sculpté dans du bois sacré de mzinga, reste enfermé dans les archives britanniques.

Ghana: Des insignes royaux de la cour ashanti (couronnes, épées) ont été volés pendant les guerres anglo-ashanti. Certains ont été temporairement rapatriés en 2024.

Afrique du Sud: le plus gros diamant du monde, le Cullinan, aussi surnommé Grande Étoile d'Afrique, a été fragmenté en plusieurs pierres, dont une orne le sceptre impérial britannique. Les débats autour de sa propriété font rage.

Derrière le rideau de fer*

80 ans après Hiroshima

Le secrétaire général de l'Onu tait l'identité des auteurs du bombardement nucléaire. À l'occasion de cet anniversaire, António Guterres s'est néanmoins dit préoccupé par la montée des menaces d'usage de l'arme nucléaire.

Les États-Unis, qui n'ont jamais exprimé de regret pour les bombardements nucléaires du Japon, sont de plus en plus convaincus qu'ils ont agi correctement à l'époque.

Le 6 août 1945, le bombardier Enola Gay largue au-dessus de la ville d'Hiroshima la première bombe atomique jamais utilisée lors d'une guerre, qui explose à 600 m du sol, libérant une énergie équivalente à 15 000 tonnes de TNT. Le 9 août suivant, le bombardier Bockscar largue au-dessus de celle de Nagasaki une seconde bombe atomique d'une puissance de 20 kilotonnes, qui explose à 500 m du sol.

Pour un bilan complet, il faut aussi évoquer les morts « indirectes » : leucémies, tumeurs cancéreuses, apparition de cataracte, troubles pulmonaires, stérilité, etc. qu'il est difficile de chiffrer. Toutes ces pathologies sont en nette augmentation chez les survivants irradiés suivis par les médecins japonais.

Au-delà d'une condamnation indispensable de ces bombardements, il est important de retenir que le seul pays aujourd'hui dont on est certain qu'il peut utiliser la bombe atomique dans une confrontation armée, ce sont les USA, pour la bonne et simple raison qu'ils l'ont déjà fait.

Il est important aussi de chercher pourquoi le président Truman a ordonné ces actes abjects et de démonter l'argumentation des impérialistes US.

La rhétorique US est la suivante : les deux bombes ont permis d'écourter la guerre et d'obtenir la capitulation sans condition du Japon le 2 septembre, après une allocution radio de l'empereur Hirohito l'annonçant le 15 août. Ce point a longtemps fait consensus et été imposé, par exemple dans nos manuels scolaires, mais la majorité des historiens le conteste désormais.

Il est vrai que la bataille d'Okinawa (avril - juin 1945), première confrontation terrestre sur le sol japonais, avait occasionné beaucoup de pertes chez les soldats US, et que le gouvernement de Truman cherchait à éviter des combats similaires pour avoir moins de morts.

La stratégie US, à partir de mars 1945, se basa sur des bombardements massifs. Du 11 au 19 mars 1945, les États-Unis larguèrent du napalm sur Nagoya, Osaka et Kôbe. Entre mars et août 1945, soixante-six villes subirent les bombes incendiaires américaines, plusieurs centaines de milliers de civils perdirent la vie, et des millions devinrent sans-domicile. Durant les trois semaines précédant Hiroshima, vingt-cinq villes japonaises furent touchées, et huit d'entre elles subirent plus de dégâts que Hiroshima. Toutefois, malgré cela, le Japon n'a pas capitulé.

La vérité, à la fois pour expliquer la bombe atomique et la capitulation japonaise se trouve ailleurs. La déclaration tripartite (USA, Royaume Uni et Chine nationaliste de Tchang KaïChek) exigeant la capitulation sans condition du Japon, dans le cadre de la conférence de Potsdam, date du 26 juillet. Or les ordres de Truman, connus de peu de gens, pour les bombardements atomiques datent du 16, après la réalisation d'une première explosion à Alamogordo (Nouveau Mexique).

Depuis Yalta, il était prévu que l'URSS entrerait en guerre et récupérerait le sud de l'île de Sakhaline et l'archipel des Kouriles, enlevés à l'empire russe par le Japon à la suite de la guerre russo-japonaise de 1905. Etant sûr de l'efficacité de la bombe, Truman n'avait plus besoin de cette aide pour éviter les pertes. Le langage des bombes servirait au contraire à monter aux Soviétiques la puissance US, et qu'elle n'hésiterait pas à s'en servir contre l'URSS, c'était son seul but.

Par ailleurs, les Soviétiques, informés par Truman que les USA possédaient une « bombe spéciale », décidèrent de hâter leur intervention. L'armée rouge entra en Mandchourie (région de Chine occupée par l'armée nipponne) dans la nuit du 8 au 9 août 1945. En quelques jours la division japonaise Kwantung était défaite. Par la mer, les forces navales s'emparèrent des Kouriles, elles étaient désormais à portée de Hokkaïdo, l'île la plus septentrionale du Japon.

Les autorités japonaises préférèrent se rendre aux USA, qui étaient ambigus sur le sort réservé à l'empereur et à son régime, plutôt que d'être envahis par les Soviétiques, par crainte de l'établissement d'un régime socialiste. C'est donc l'entrée de l'Armée rouge en Mandchourie et non les bombes atomiques qui décidèrent Hirohito et sa clique à capituler.

Les 200 000 à 250 000 morts directs de ces deux bombes n'ont donc « servi » qu'à empêcher l'entrée des troupes soviétiques sur le sol japonais. Truman a passé la vie des victimes en pertes et profits.

Conférence de Potsdam 1945 : 17 juillet - 2 août 1945

Il y a 80 ans prenait fin la conférence de Potsdam destinée à jeter les bases d'un nouvel ordre mondial après la Victoire sur l'Allemagne nazie en Europe.

Une **volonté ininterrompue, à l'Ouest, de détruire l'URSS et ses successeurs** quel que soit le régime économique installé, communiste ou capitaliste, mettant ainsi à nu la véritable stratégie hégémonique du bloc occidental. Le pivot vers l'Asie de la Russie met sérieusement à mal cette stratégie séculaire.

Les dirigeants de la coalition anti-Hitler se sont réunis à Potsdam en conférence du 17 juillet au 2 août 1945 pour tirer un trait sur la Seconde Guerre Mondiale. Il s'agissait de la troisième conférence entre les dirigeants des trois grands pays et le dernier événement d'après-guerre dans ce format. Seulement six mois s'étaient écoulés depuis la précédente conférence de Yalta, mais de nombreuses questions urgentes émergeaient, à traiter sans délai.